

Communiqué n° 80/2005

Les tribunaux GACACA sont détournés, contrôlés et paralysés par les chefs militaires et politiques du FPR impliqués dans le génocide rwandais.

D'après les déclarations de Madame Domitille MUKANTAGANZWA, secrétaire exécutive des juridictions GACACA, devant le Parlement rwandais à Kigali, **plus de 650 personnes qui occupent aujourd'hui encore des postes de responsabilité, dont quelques députés aussi, seraient mises en cause par ces juridictions** : « *Nous connaissons trois députés qui ne se sont pas présentés à plusieurs reprises dans leur propre communauté où les cours de Gacaca veulent les interroger sur leur rôle dans le génocide* » a-t-elle dit en invitant les suspects à affronter les accusations qui leur sont adressées par les cours populaires. « *Les gens se plaignent car les leaders politiques ne répondent pas de leurs propres responsabilités* » a-t-elle ajouté (dépêche Agence Misna du 17 mars 2005). Ces déclarations sont des menaces claires qui mettent en danger les derniers collaborateurs HUTU dont le Front Patriotique Rwandais (FPR) se servait encore pour camoufler sa politique d'apartheid.

D'après une dépêche de l'agence Hironnelle du 15 mars 2005, **quatre vingt trois (83) personnes ont quitté la province frontalière de Gisenyi** à l'Ouest du Rwanda craignant d'être mises en cause dans les procès communautaires Gacaca, a annoncé Domitille Mukantaganzwa devant les parlementaires en faisant le bilan des premières audiences de ces tribunaux. Selon elle, aucun chiffre de fuyards n'est parvenu de Ruhengeri (au nord), de Cyangugu (au sud-ouest), de Butare (au sud) ou de Kibungo (à l'Est du Rwanda). « *Il y a aussi davantage de gens qui quittent ces provinces pour d'autres parties du pays ou personne ne les connaît. D'autres quittent leurs maisons (la journée) et y retournent tard dans la nuit* » a-t-elle expliqué. Elle a demandé aux responsables d'informer leurs communautés que les fugitifs pouvaient être appréhendés n'importe où.

D'après les reportages de la BBC et de la Vox of America (VOA) diffusés le 21 septembre 2004, **les enquêtes des juridictions GACACA montrent que dans les 118 secteurs où les Gacaca-pilotes ont déjà commencé, plus de 500.000 suspects du génocide ont été enregistrés. Selon les estimations officielles, quand les principales enquêtes seront clôturées par les tribunaux Gacaca, le nombre de personnes suspectées d'avoir pris part au génocide devrait être de 761.448.** Selon les estimations du Service national des juridictions GACACA, la première catégorie (organiseurs du génocide, tueurs en série et suspects de violences sexuelles) représente 10% des suspects, la seconde (ceux qui ont tué ou blessé) représente 70% et la troisième (ceux qui ont volé ou pillé) représente 20%. **Tous les tribunaux Gacaca peuvent émettre un mandat d'arrêt et mettre un suspect en détention et le libérer à titre provisoire** (source Agence Hironnelle citée par Iwacu1.com du 16 mars 2005).

Ces déclarations, ces statistiques sur les fugitifs et ces estimations sur le nombre de suspects montrent à quel point les juridictions GACACA vont grossir le nombre des détenus au lieu de désengorger les prisons rwandaises déjà surpeuplées. Contrairement à la campagne des autorités

rwandaises qui ont toujours présenté les GACACA comme une alternative à la justice moderne pour juger rapidement et équitablement des détenus qui croupissent en prison depuis bientôt 11 ans, les GACACA permettront de nouveaux emprisonnements arbitraires. Ce sont ces nouveaux emprisonnements arbitraires qui ont déclenché un mouvement de panique et une nouvelle fuite pour les rwandais.

Pour comprendre comment les juridictions GACACA ont été détournées de leurs objectifs pour servir d'instrument criminel dans les mains d'extrémistes tutsi, nous vous invitons à lire le témoignage d'un juge Gacaca rescapé tutsi (annexé au présent communiqué) qui dénonçait ce plan diabolique déjà en 2002. **L'intéressé a fui le Rwanda après avoir été élu de force et refusé le rôle criminel que les agents de la Directorate of Military Intelligence (DMI) vont faire jouer à plusieurs juges GACACA.** Notre Centre a transmis ce témoignage accablant pour la DMI à l'ancienne Vice-Présidente de la Cour Suprême chargée des juridictions GACACA, Madame Aloysie CYANZAYIRE, dans notre courrier du 1^{er} juin 2002. **La lettre et le témoignage du juge tutsi exilé ont été remis le 1^{er} juin 2002 en mains propres à l'ancien Ministre rwandais de la Justice, Monsieur Jean de Dieu MUCYO, dans les locaux des Facultés Universitaires Saint Louis à Bruxelles où il était venu sensibiliser la diaspora rwandaise sur les juridictions GACACA** (cette journée avait été organisée par la Communauté Rwandaise de Belgique dont les membres sont proches du Front Patriotique Rwandais –FPR-).

CONCLUSION :

Le Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda attire l'attention de toutes les personnes de bonne volonté sur l'impossibilité d'une justice équitable devant les tribunaux GACACA. Le Centre dénonce et condamne le projet criminel des extrémistes du tutsi qui ont déjà noyauté les GACACA pour en faire des instruments de criminalité qui serviront à emprisonner arbitrairement de nombreux nouveaux innocents. Depuis le début de l'année 2000, notre Centre n'a jamais cessé de dénoncer ce projet machiavélique des extrémistes tutsi du Front Patriotique Rwandais (FPR) qui n'ont jamais cessé de paralyser la Magistrature Rwandaise tout en intensifiant des emprisonnements arbitraires. Les Institutions officielles de l'Etat Rwandais à savoir le Gouvernement, le Parlement, le Sénat et la Magistrature sont devenus des institutions de façade complètement contrôlées et paralysées par le « *pouvoir occulte* » détenu par la Junte Militaire du Général Paul KAGAME et le noyau dur des extrémistes tutsi. Les détenteurs de ce pouvoir occulte ou gouvernement parallèle n'ont aucune volonté politique de mettre en place une justice équitable et sereine pour toutes les victimes rwandaises. Ils ont d'abord neutralisé et opéré l'épuration ethnique et politique de l'appareil judiciaire en assassinant et en emprisonnant de nombreux magistrats honnêtes et courageux depuis septembre 1994. Ensuite, ils ont encouragé et organisé des emprisonnements arbitraires massifs pour constituer un stock humain qui constitue une sorte de réserve d'esclaves permanents et une autre forme de génocide car des milliers de détenus sont décédés ou portés disparus dans les prisons mouroirs du Rwanda. D'autres détenus ont disparus pendant de nombreux transferts et déportations entre les prisons mouroirs, les cachots communaux, les prisons secrètes de la DMI (Directorate of Military Intelligence) et de la police, les containers-cachots et les nombreux centres de torture comme le camp militaire de Kami (près de la Deutsche Welle à Kinyinya), les locaux de la DMI à Kimihurura, et le CID (Criminal Investigation Department) appelé « *criminologie* ». On ne saura jamais combien de rwandais sont morts, tués ou portés disparus pendant leur arrestation, au cours des interrogatoires ou pendant leur détention préventive.

RECOMMANDATIONS :

Le Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda recommande instamment :

- la suspension immédiate des juridictions GACACA tant qu'elles seront sous l'emprise des extrémistes tutsi et des agents de la DMI qui les ont noyautées depuis longtemps ;
- le rétablissement des anciens juges Gacaca intègres élus par la population mais dont les noms ont été ajoutés sur les listes des suspects du génocide par la DMI après leur élection en vue de les disqualifier et de les remplacer par juges coopératifs à leur projet criminel.
- la libération des personnes déjà emprisonnées arbitrairement par les GACACA dans plusieurs régions du pays.
- la mise hors d'état de nuire de tous les syndicats de délateurs constitués dans tout le pays ;
- à la population rwandaise de résister aux mensonges des syndicats de délateurs et des juges Gacaca corrompus par la DMI ou qui coopèrent à ce projet criminel. Que toutes les personnes de bonne foi osent réclamer la libération des personnes injustement jugées par les GACACA.

Pour le Centre, MATATA Joseph, Coordinateur.